



ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR CHARTE (3^e AFFICHAGE)

Offre d'emploi : SE-20-41

Direction : Direction de la protection et de la défense des droits – service des enquêtes

Statut : Emploi temporaire à temps complet pour un (1) an

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35

Ville : Montréal

Salaire minimum : 48 140 \$

Salaire maximum : 85 140 \$

Maximum à l'embauche : 70 255 \$

Début de l'affichage : 23-10-2020

Fin de l'affichage : 08-11-2020

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les minorités visibles, les minorités ethniques, les Autochtones et les personnes handicapées) sont encouragées. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir de l'assistance pour des mesures d'adaptation pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a été constituée en 1976 par la Charte des droits et libertés de la personne. Son nom et sa mission actuelle proviennent de la fusion, en 1995, de la Commission des droits de la personne et de la Commission de protection des droits de la jeunesse. Nous sommes un organisme indépendant du gouvernement et nous remplissons notre mission au seul bénéfice des citoyens et dans l'intérêt du public. Nous veillons à la promotion et au respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Nous veillons aussi à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse et par la loi sur le système de justice pénale pour adolescents. De plus, nous veillons à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

Exigences essentielles

Détenir un premier diplôme universitaire terminal dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en sciences humaines, juridiques ou dans une autre discipline universitaire appropriée dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admise ou admis une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à la condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11^e) année ou à une cinquième (5^e) année du secondaire ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ou par l'autorité compétente.

Et deux (2) années d'expérience pertinente aux attributions du poste;

Et posséder une bonne connaissance de la langue anglaise parlée et écrite.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur adjoint de la direction de la protection et de la défense des droits (DPDD) – Service des enquêtes et sous la responsabilité fonctionnelle de la coordonnatrice ou du coordonnateur charte, la ou le titulaire du poste voit à l'application des politiques de la Commission quant à la défense et à la promotion des droits de la personne reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec en effectuant des enquêtes dans les matières relevant de la compétence de la Commission.

Plus particulièrement, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative de :

- Faire enquête dans les matières relevant de la compétence de la Commission en recueillant les faits pertinents au dossier et ce, dans le respect de l'équité procédurale;
- Établir les enjeux et le type de problématique que soulève le dossier;
- Rédiger des rapports pour transmettre l'ensemble des faits recueillis, son analyse et ses recommandations, incluant s'il y a lieu, les mesures de redressement ou les correctifs nécessaires;
- Faciliter, au besoin et dans le respect du contexte applicable, les échanges entre les parties dans le but d'en arriver à une entente ou un règlement ;
- Participer, en collaboration avec la direction concernée, à la diffusion de programmes d'information et de coopération concernant la promotion et la protection des droits et libertés de la personne;
- Assumer les responsabilités reliées à ses fonctions à l'égard de la gestion informatisée des dossiers;
- Participer à des comités d'étude de dossiers;
- Accomplir toute autre tâche connexe ou mandat particulier confié par la directrice ou le directeur adjoint et compatible avec l'emploi.

Profil recherché

- Très bonne connaissance des mandats de la Commission et de leurs applications ainsi que des avis et des orientations en matière charte;
- Bonne connaissance des mandats des directions de la Commission et des recours externes vers lesquels les clients peuvent être référés;
- Maîtrise des théories et principes en communication, en techniques d'entrevue et de persuasion ainsi que des techniques d'analyse pour obtenir de l'information documentaire et la traiter selon les mandats de la Commission;
- Capacité à appliquer des méthodes de résolution de conflits et à travailler directement et efficacement avec la clientèle dans un cadre rigoureux en termes de délais et de résultats;
- Intérêt et habiletés à mener des enquêtes en matière d'exploitation des personnes vulnérables qui impliquent notamment, de faire des interventions auprès des personnes âgées;
- Bonne capacité de rédaction et de vulgarisation;
- Intérêt pour les droits et libertés de la personne;
- Excellent sens de l'organisation et de la planification du travail;
- Aptitude à transiger avec des personnes de tous les niveaux dans les dossiers les plus divers;
- Intérêt pour l'innovation et l'expérimentation d'approches nouvelles;
- Esprit d'analyse et de synthèse;
- Sens de l'écoute et bon jugement;
- Bonne connaissance de la suite Microsoft Office dont principalement Word.

Avantages

- Journées de vacances
- Journées de maladie
- Assurances collectives
- Régime de retraite à prestations déterminées
- Programme d'aide aux employés
- Accès facile en transport collectif

Pour soumettre votre candidature, veuillez consulter le site de la Commission (www.cdpcj.qc.ca) à la rubrique *Emplois à la Commission* et faites nous parvenir le questionnaire d'identification (facultatif) dûment complété ainsi que votre curriculum vitae **en indiquant le numéro de concours (SE-20-41) au plus tard le 8 novembre 2020** à 17h00 par courrier électronique à l'adresse suivante : rh@cdpcj.qc.ca.

Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.